

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs**. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

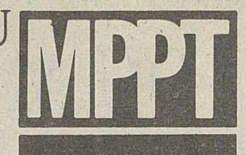
Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57

LISTE DU 

MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Miguel Eraso (38 ans, technicien PTT)

POURQUOI SOMMES-NOUS CANDIDATS ?

DÉMOCRATIE ET DROIT D'ASILE :

Septembre 1984 : le gouvernement annonce l'extradition de quatre militants basques réfugiés, livrés à la police espagnole. La démocratie est bafouée ! Le mandat donné par la majorité populaire de 1981, violé !

En juillet 1981, Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, déclarait : *« Extrader est contraire à toutes les traditions de la France, surtout quand il s'agit, comme là, d'un combat politique... L'extradition, non, ce n'est pas possible. »*

En septembre 1984, la décision d'extradition, mesure inique, arbitraire et déloyale, contraire à la démocratie et aux traditions démocratiques, est soutenue par toute la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Que disent les élus locaux de la majorité ?

Jean Abbadie, maire PCF du Boucau :

« Le gouvernement a pris une décision, je n'ai pas à porter de jugement. »

Henri Lagarde, conseiller municipal de Bayonne, candidat aux législatives de 1986 :

« Ces mesures peuvent se justifier parfaitement. »

Les ministres PCF ont quitté le gouvernement mais ils sont d'accord avec le PS contre la démocratie, contre les droits des travailleurs. Voilà où mène le reniement du mandat !

EMPLOI :

Ce sont des milliers de suppressions d'emplois qui frappent notre département déjà mal loti : Berchon à Nay, Facoba à Bayonne, les COOP et grands magasins, Rol (SOBEPAN) à Mourenx...

LAÏCITÉ :

Dans l'enseignement, ce sont des dizaines de classes primaires qui sont supprimées à la rentrée 1985, des dizaines de postes dans le second degré. Par la grève et la manifestation, parents et enseignants s'opposent au démantèlement de l'école publique : grève dans les LEP contre la loi Carraz, grève au LEP de Saint-Jean-de-Luz contre la vétusté des locaux, grève au lycée de Mourenx, au collège de Biarritz contre les compressions de postes...

Parents et enseignants défendent l'école de la République contre cette politique d'abandon qui laisse la voie libre à l'école privée, confessionnelle ou « différente ».

SANTÉ :

La santé n'est pas épargnée : la loi de décentralisation a eu par exemple pour effet le dépôt de bilan d'une association gérant à Biarritz une pouponnière, une crèche non-stop — la seule du département — et une institution thérapeutique. Bilan : 37 licenciements et la disparition d'un service éminemment social.

Travailleurs et démocrates de notre département, comme ceux de tout le pays, vous vous heurtez à cette politique. Elle a déjà été condamnée par l'abstention massive. Nous ne sommes plus représentés politiquement : il faut une autre représentation politique de la classe ouvrière.

Travailleurs et démocrates, vous avez vos candidats : vous voterez pour la liste Miguel Eraso, et, avec les sections du MPPT du département, construisons le parti des travailleurs !

VOTEZ POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR MIGUEL ERASO

Miguel ERASO, 38 ans, technicien PTT • **Marie-Agnès SAINTE-CLUQUE**, 32 ans, laborantine • **Bernard GACHEN**, 29 ans, enseignant d'histoire-géographie • **Edouard ERASO**, 37 ans, enseignant • **Lydia RUIZ**, 31 ans, auxiliaire de puériculture • **Françoise CAVATERRA**, 42 ans, psychologue • **Daniel CLAUDE**, 27 ans, étudiant • **Jean-Jacques CARRIQUIRIBORDE**, 34 ans, secrétaire d'administration universitaire.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.

Imp PIE 75

Vu les candidats.